

Tribune libre

Déclaration sur le situation au Pérou

(CoReP Groupe bolchevik)

13 juillet 2012

CINQ PERSONNES TUÉES PAR BALLE

Huit mois après le début de la mobilisation contre Conga, un projet qui divise les Péruviens, Cajamarca est le théâtre d'affrontements entre forces de l'ordre et manifestants. Début juillet, cinq personnes ont été tuées par balles. Trois provinces ont été placées en état d'urgence. L'arrestation brutale d'un des principaux dirigeants du mouvement, l'ancien prêtre et écologiste Marco Arana, n'a fait qu'attiser les tensions.

Depuis l'arrivée au pouvoir du président Humala, un officier du cadre de réserve élu sur un programme nationaliste de gauche, en juillet 2011, seize personnes ont trouvé la mort lors d'affrontements entre les forces de sécurité et des protestataires. *"Le président Humala est en train de faire une énorme erreur en pensant que la répression, la militarisation et la guerre de position représentent une stratégie adéquate pour affronter les conflits sociaux dans notre pays"*, estime Rocio Silva Santisteban, à la Coordination nationale des droits de l'homme.

A Cajamarca, les deux camps se sont radicalisés. Les dirigeants du mouvement anti-Conga, en grève depuis plus d'un mois, sont décidés à ne pas accepter le projet minier, bien que ses initiateurs se soient engagés à construire de grands réservoirs quadruplant l'offre initiale d'eau, comme l'exigeait le gouvernement. En face, l'entreprise Yanacocha, qui gère l'exploitation de Conga, a indiqué qu'elle ne stopperait pas le chantier ni la construction de réservoirs, qui représentent pour la compagnie un investissement supplémentaire de 102 millions de dollars.

Le Monde, 11 juillet

Lutte de classe pour la nationalisation sans indemnité des multinationales

La mobilisation combative des peuples de Cajamarca et de Espinar constitue une nouvelle illustration de l'adage : tous les gouvernements de la classe dominante, quelque soient les partis dont ils émanent, s'en prendront toujours économiquement, politiquement et militairement au peuple travailleur, d'une manière féroce. C'est pourquoi, les révolutionnaires que nous sommes n'apporterons jamais un soutien électoral au Parti nationaliste ni à n'importe quelle autre option bourgeoise ou petite bourgeoise similaire.

De plus, ces luttes confirment aussi une autre certitude ancienne : sans une direction vraiment révolutionnaire, l'offensive des masses n'est pas capable de réaliser ses grands objectifs.

Seul un combat de front unique résolu de tout le mouvement ouvrier et populaire pour exproprier les groupes nationaux et multinationaux qui agissent dans le pays et les et récupérer toute la richesse

qu'ils nous ont volée, peut ouvrir la voie vers un nouvel État dirigé par les exploités, un État des travailleurs qui réalise ses revendications historiques.

Ce chemin exige simplement aujourd'hui de créer nos organismes de pouvoir prolétarien et de lancer des actions de masses de l'envergure nécessaire. Dans le cas des luttes actuelles, une Assemblée permanente populaire régionale dans le Cajamarca et dans d'autres départements créerait un pouvoir alternatif à celui de la bourgeoisie, fonctionnerait démocratiquement avec des délégués élus et révocables par des assemblées de base et organiserait ses propres milices d'auto-défense ouvrières et paysannes pour repousser les agressions de l'ennemi de classe. De tels organismes disposeraient de toute la légitimité pour convoquer immédiatement une grève illimitée de tout le Nord du pays et conduirait à la constitution d'une Assemblée populaire nationale qui lutterait pour une grève générale illimitée et un gouvernement ouvrier et paysan.

Malheureusement, la direction politique des mouvements de Cajamarca et d'Espinar n'a pas avancé ces mots d'ordre essentiels pour la défense des intérêts historiques des opprimés. Patria Roja (les maoïstes Patrie rouge) et le mouvement petit-bourgeois Tierra y Libertad (Terre et liberté) se fixent comme seul objectif l'amélioration de la convention avec le groupe minier Xtrata ou l'annulation du projet Conga, en ignorant le problème de la lutte pour le pouvoir entre oppresseurs et opprimés, une question sans la résolution de laquelle rien n'est vraiment résolu. De même que le faux « *Partido Comunista* » (PCP ex-stalinien) qui dirige la confédération syndicale CGTP, toutes les bureaucraties syndicales et politiques appellent à soutenir le président Humala (PNP) par « démocratie » et par « *patriotisme* ». Elles continuent de parler le langage bourgeois du « *dialogue* » (ou bien nous bercent de mensonges), du changement fade de cabinet ministériel ou de la promotion d'illusions vaines dans une Assemblée constituante qui, dans ces circonstances, générerait seulement une démobilisation dans nos rangs.

Exigeons de la direction de la CGTP qu'elle rompe immédiatement tout lien politique avec le gouvernement réactionnaire et assassin pour diriger une lutte de classe des masses pour l'expropriation de l'impérialisme et du grand capital!

Arrestation de tous les responsables des meurtres policiers !

Grève régionale illimitée au Nord !

Assemblée populaire nationale !

Création du parti ouvrier révolutionnaire pour prendre le pouvoir !

Gouvernement ouvrier et paysan !

5 juillet 2012

Collectif révolution permanente au Pérou